

Conditions générales

Préambule et Mention Légale : Données du Prestataire de Services (Vendeur, Société)

Bienvenue sur notre site web. Merci de nous avoir choisis pour vos achats. Nous apprécions votre confiance en nous.

Si vous avez des questions concernant ces **Conditions Générales**, l'utilisation du site web, des produits spécifiques, ou le processus d'achat, ou si vous souhaitez discuter de vos besoins individuels avec nous, veuillez contacter notre équipe en utilisant les coordonnées fournies ci-dessous !

Nom : Weisson Ltd.

Siège social : Hongrie, 2241 Süllyás, Tápió u. 3.

Adresse postale : Hongrie, 2241 Süllyás, Tápió u. 3.

Autorité d'enregistrement : Tribunal régional de Budapest

Numéro d'enregistrement de l'entreprise : 13-09-193431

Numéro d'identification fiscale : 14585445-2-13

Numéro de TVA intracommunautaire : HU14585445

Représenté par : Rozina Rita Székely

E-mail : info@sportlampa.com

Site web : <http://sportlampa.fr>

Numéro de compte (pour les paiements en HUF) : 11600006-00000000-32039933 (Erste BANK)

Numéro IBAN (pour les paiements en EUR) : BE85967165874006 (WISE)

Informations sur le fournisseur d'hébergement

Nom : UNAS Online Ltd.

Siège social : Hongrie, 9400 Sopron, Kőszegi út 14.

Coordonnées : unas@unas.hu

Site web : unas.hu

Champ d'application et Acceptation des Conditions Générales, Législation Applicable

Le contenu du contrat conclu entre nous est déterminé non seulement par les dispositions des lois impératives applicables, mais également par les présentes **Conditions Générales** (ci-après : "Conditions Générales"). En conséquence, ces Conditions Générales régissent les droits et obligations de vous-même et de nous, les conditions de formation du contrat, les délais d'exécution, les modalités de livraison et de paiement, les règles de responsabilité, ainsi que les conditions d'exercice des droits de résiliation.

Les informations techniques nécessaires à l'utilisation du site web, qui ne sont pas incluses dans ces Conditions Générales, sont fournies par le biais d'informations supplémentaires disponibles sur le site.

Avant de passer une commande, vous êtes tenu de prendre connaissance des dispositions de ces Conditions Générales.

Langue et Forme du Contrat

La langue des contrats conclus en vertu de ces Conditions Générales est l'anglais.

Les contrats conclus en vertu de ces Conditions Générales ne sont pas considérés comme des contrats écrits et ne sont pas archivés par le vendeur.

Législation Applicable

Ce contrat (**Conditions Générales**) est soumis, conformément aux directives de l'UE, aux réglementations juridiques et administratives hongroises, y compris, mais sans s'y limiter :

- **Loi CLV de 1997 sur la protection des consommateurs**
- **Loi CVIII de 2001 sur certaines questions de commerce électronique et de services de la société de l'information**
- **Loi V de 2013 sur le Code civil hongrois**
- **Décret gouvernemental 151/2003 (IX.22.) sur la garantie obligatoire pour les biens durables**
- **Décret gouvernemental 45/2014 (II.26.) sur les règles détaillées des contrats entre consommateurs et entreprises**
- **Décret ministériel 19/2014 (IV.29.) sur les règles de procédure pour l'administration des réclamations de garantie et de garantie pour les biens durables vendus dans le cadre de contrats entre consommateurs et entreprises**
- **Loi LXXVI de 1999 sur le droit d'auteur**
- **Loi CXII de 2011 sur l'autodétermination informationnelle et la liberté d'information**
- **RÈGLEMENT (UE) 2018/302 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 28 février 2018 sur la lutte contre le blocage géographique injustifié et d'autres formes de discrimination fondées sur la nationalité des clients, leur lieu de résidence ou leur lieu d'établissement au sein du marché intérieur et modifiant les règlements 2006/2004/CE et (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE**
- **RÈGLEMENT (UE) 2016/679 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données - RGPD)**
- **Décret gouvernemental 373/2021 (VI. 30.) sur les modalités des contrats d'achat de biens, de fourniture de contenu numérique et de services numériques entre consommateurs et entreprises**

Clause de divisibilité, Code de conduite

Si une partie de ces Conditions Générales est légalement incomplète ou inefficace, les autres parties du contrat demeureront valides, et les lois pertinentes s'appliqueront en remplacement de la partie inefficace ou défectueuse.

Le vendeur ne dispose pas d'un code de conduite conformément à la loi interdisant les pratiques commerciales déloyales envers les consommateurs.

Prix et Facturation

Prix

Les prix sont indiqués en **EUR, taxe sur la valeur ajoutée incluse.**

Taux de TVA en Hongrie : 27 %.

Le vendeur se réserve le droit de modifier les prix de temps à autre pour des raisons commerciales. Ces modifications de prix ne s'appliquent pas aux contrats déjà conclus. Si le vendeur a indiqué un prix incorrect et qu'une commande a été reçue pour le produit

concerné, mais que les parties n'ont pas encore conclu de contrat, le vendeur procédera conformément à la section "**Procédure en cas de Prix Incorrect**".

Procédure en cas de Prix Incorrect

Les éléments suivants sont considérés comme des prix manifestement incorrects :

- un prix de **0 EUR**,
- un prix réduit par une remise si la remise est incorrectement indiquée (par exemple, pour un produit au prix de **100 EUR** avec une remise de **20 %**, un prix de **30 EUR** est indiqué).

Si le prix est incorrectement indiqué, le vendeur propose l'option d'acheter le produit concerné au **prix réel**, et l'acheteur peut décider, sur cette base, s'il souhaite commander le produit à ce prix réel ou annuler la commande sans conséquences juridiques défavorables.

Facturation Électronique

Notre société applique la facturation électronique conformément à l'**article 175 de la Loi CXXVII de 2007** (Hongrie). En acceptant ces Conditions Générales, vous acceptez l'utilisation de la facturation électronique.

Gestion des Réclamations et Recours

Les consommateurs peuvent faire valoir une réclamation concernant les biens ou déposer une plainte concernant la conduite, les activités ou les omissions du vendeur en utilisant les coordonnées et méthodes suivantes :

- **Par écrit via le site internet suivant** : <https://www.sportlampa.fr/>
- **Par écrit via l'adresse e-mail suivante** : info@sportlampa.com
- **Par écrit par courrier postal** : Hongrie, 2241 Süllyás, Tápió u. 3.
- **Verbalement en personne via le numéro de téléphone suivant** : +36204603647

Le consommateur peut exprimer ses préoccupations **oralement ou par écrit** à l'entreprise concernant la conduite, les activités ou les omissions de l'entreprise ou d'une personne agissant au nom ou dans l'intérêt de l'entreprise, directement liées à la distribution ou à la vente de biens aux consommateurs.

L'entreprise est tenue d'examiner immédiatement les plaintes orales et, si nécessaire, de prendre des mesures correctives. Si le consommateur n'est pas satisfait du traitement de sa plainte ou si une enquête immédiate n'est pas possible, l'entreprise doit enregistrer immédiatement la plainte et sa réponse.

Procédures de Protection des Consommateurs

Les plaintes peuvent être déposées auprès des autorités de protection des consommateurs. Si un consommateur identifie une violation de ses droits, il peut déposer une plainte auprès de l'autorité de protection des consommateurs compétente pour son lieu de résidence.

Procédures devant l'Autorité de Médiation

Si nous rejetons votre plainte, vous avez le droit de vous adresser à l'autorité compétente de votre lieu de résidence ou à l'autorité de médiation que vous désignez dans votre demande.

L'autorité de médiation tient une audience en ligne sans présence physique via un dispositif électronique permettant la transmission simultanée de l'audio et de la vidéo (**Audience en Ligne**), sauf si le consommateur demande une audience en personne.

L'entreprise est tenue de participer à la procédure de médiation, de répondre à la demande de l'autorité de médiation en temps opportun et, si nécessaire, d'assurer la présence d'un représentant habilité à conclure un accord.

Plus d'informations sur les **Organismes de Médiation** sont disponibles ici : <http://www.bekeltetes.hu>

Plus d'informations sur les **Organismes de Médiation compétents territorialement** sont disponibles ici : <https://bekeltetes.hu/index.php?id=testuletek>

Plateforme de Résolution des Litiges en Ligne

La Commission Européenne a mis en place un site permettant aux consommateurs de régler leurs litiges liés à des achats en ligne sans avoir à engager de procédure judiciaire.

Vous pouvez trouver la plateforme de Résolution des Litiges en Ligne ici : [Résolution des Litiges en Ligne | Commission Européenne](#)

Procédures de Médiation pour les Non-Consommateurs

Selon la législation en matière de protection des consommateurs, une personne morale, une personne morale religieuse, une coopérative de logement ou une communauté est considérée comme un consommateur dans les procédures de médiation si elle agit en dehors de son activité professionnelle ou économique indépendante.

Procédures Judiciaires

Le client est en droit de faire valoir sa réclamation résultant d'un litige de consommation par voie de procédure civile conformément à la **Loi V de 2013 sur le Code Civil Hongrois** et aux dispositions de la **Loi CXXX de 2016 sur le Code de Procédure Civile**.

Correction des Erreurs de Saisie - Responsabilité de l'Exactitude des Données Fournies

Lors du processus de commande et avant de finaliser celle-ci, vous pouvez modifier les données saisies à tout moment (en cliquant sur le bouton « Retour » du navigateur, la page précédente s'ouvrira, vous permettant de corriger les données même si vous êtes déjà passé(e) à l'étape suivante).

Veuillez noter que **vous êtes responsable de l'exactitude des données que vous saisissez**, car les produits seront facturés et livrés sur la base des informations que vous fournissez.

Notez également qu'une adresse e-mail incorrecte ou la saturation de la boîte de réception peuvent entraîner la non-réception de la confirmation et l'absence de conclusion du contrat.

Si l'acheteur a finalisé la commande et constate une erreur dans les données fournies, il doit initier une modification de la commande concernée dès que possible. L'acheteur peut communiquer son intention de rectifier la commande erronée par e-mail à l'adresse fournie lors de la commande ou par téléphone.

Utilisation du Site Web

L'enregistrement n'est pas requis pour effectuer un achat.

1. Sélection d'un Produit et Informations sur ses Caractéristiques Essentielles

Sur le site, nous fournissons des informations sur les caractéristiques essentielles des produits proposés à l'achat dans les descriptions de chaque produit.

En cliquant sur les catégories de produits sur le site, vous pouvez sélectionner la famille de produits souhaitée, puis les produits individuels qui la composent. En cliquant sur un produit individuel, vous verrez la photo du produit, son numéro d'article, sa description et son prix.

Veillez noter que les photos des produits sont fournies à titre illustratif uniquement et peuvent ne pas refléter fidèlement l'apparence réelle du produit. La couleur, la taille et le matériau des produits achetés peuvent différer de ceux présentés sur les images.

Lors de l'achat, vous devez payer le prix indiqué sur le site.

1. Ajout de Produits au Panier

Après avoir sélectionné le produit, vous pouvez l'ajouter au panier dans la quantité souhaitée en cliquant sur le bouton « Ajouter au Panier », sans aucune obligation d'achat ou de paiement, car l'ajout au panier ne constitue pas une offre.

Nous vous recommandons d'ajouter les produits au panier même si vous n'êtes pas sûr de vouloir les acheter, car cela vous permet d'avoir un aperçu des articles sélectionnés et de les visualiser et comparer sur votre écran en un seul clic.

Le contenu du panier peut être librement modifié jusqu'à la finalisation de la commande - c'est-à-dire jusqu'à ce que vous cliquiez sur le bouton « Commander » - vous pouvez retirer des articles, en ajouter d'autres ou modifier les quantités selon votre convenance.

1. Visualisation du Panier

Pendant l'utilisation du site, vous pouvez consulter le contenu de votre panier à tout moment en cliquant sur le bouton « Votre Panier » en haut de la page. Cela vous permet de retirer des articles ou de modifier la quantité souhaitée.

Après avoir cliqué sur le bouton « Modifier », le système affichera les informations correspondant aux modifications apportées, y compris le prix des produits ajoutés au panier.

Si vous ne souhaitez pas ajouter d'autres articles, vous pouvez continuer votre achat en cliquant sur le bouton « Commander ».

1. Fourniture des Données Client

Après avoir cliqué sur « Commander », il vous sera demandé si vous êtes un nouveau client ou un client existant.

- **Nouveau client :** Vous pouvez choisir de vous inscrire et de poursuivre votre achat, ou de continuer sans inscription en cliquant sur le bouton correspondant.
- **Client existant :** Vous pouvez vous connecter via l'interface du site pour continuer votre achat.

Vous serez ensuite invité à saisir vos informations client. Dans le champ « Informations de contact », vous devez entrer votre adresse e-mail, nom, et numéro de téléphone, et préciser si vous achetez en tant qu'entreprise ou particulier.

Dans le champ « Adresse de facturation », saisissez l'adresse où la facture doit être émise. Si vous achetez en tant qu'entreprise, vous pouvez également fournir votre numéro de TVA ou numéro de TVA intracommunautaire.

Dans le champ « Adresse de livraison », le système enregistre automatiquement les informations saisies dans le champ « Adresse de facturation ». Si vous souhaitez que votre colis soit livré à une adresse différente, décochez la case correspondante pour entrer la bonne adresse de livraison.

1. Vérification de Votre Commande

Après avoir rempli les champs requis, cliquer sur « Continuer » vous dirigera vers la page « Livraison et Paiement ».

- Ici, vous pouvez sélectionner la méthode de livraison préférée (en fonction de l'adresse de livraison, une ou plusieurs options peuvent être disponibles) et la méthode de paiement souhaitée.
- Sur cette page, à droite de l'écran, dans le « Récapitulatif de Commande », vous pouvez entrer un code de réduction si vous en possédez un.
- Si vous souhaitez apporter des modifications, cliquez sur le bouton « Retour » pour revenir à la page « Panier » où vous pouvez modifier toutes les informations précédemment saisies.

Si aucune modification n'est nécessaire, cliquez sur « Continuer » pour accéder à une page de récapitulatif après avoir sélectionné les méthodes de livraison et de paiement.

Vous y verrez un récapitulatif des informations saisies précédemment : le contenu de votre panier, vos informations de contact, de facturation et de livraison, le montant payé (vous ne pouvez pas modifier ces informations ici sauf en cliquant sur « Retour ») ainsi que les méthodes de livraison et de paiement choisies.

Sur la droite, vous pouvez ajouter des informations supplémentaires dans le champ « Remarque » qui devraient être connues par le livreur, telles que la sonnette, l'heure préférée de livraison, etc.

Si tout est correct, cliquez sur le bouton « Commander » pour soumettre votre commande à notre boutique, qui commencera alors le traitement de votre commande.

Finalisation de la Commande (Soumission d'une Offre)

Une fois que vous vous êtes assuré que les produits souhaités sont dans votre panier et que vos données ont été correctement saisies, vous pouvez finaliser la commande en cliquant sur le bouton « Commander ».

Les données saisies sur le site ne constituent pas une offre de la part du vendeur pour conclure un contrat. Selon ces conditions générales, vous êtes considéré comme l'offrant. En cliquant sur le bouton « Commander », vous reconnaissez expressément que votre offre est réputée faite et que votre déclaration, si elle est confirmée par le vendeur conformément aux présentes conditions générales, entraîne une obligation de paiement.

Votre offre vous engage pour une période de 48 heures. Si votre offre n'est pas confirmée par le vendeur conformément aux présentes conditions générales dans un délai de 48 heures, la période d'engagement de votre offre expire.

Traitement de la Commande, Conclusion du Contrat

Vous pouvez passer votre commande à tout moment. Le vendeur confirmera votre offre au plus tard le jour ouvrable suivant celui de l'envoi de votre offre.

Le contrat est conclu au moment où l'e-mail de confirmation envoyé par le vendeur est disponible dans votre système de messagerie.

Modes de Livraison et Délais de Livraison

Modes de Paiement et de Livraison

Modes de Paiement

Vous pouvez payer votre commande sur Sportlampa par virement bancaire ou en ligne avec une carte bancaire.

Paiement par Carte Bancaire - TEYA

Si vous souhaitez régler votre commande par carte bancaire, vous pouvez effectuer la transaction en toute sécurité via TEYA.

Teya Services Ltd est une société anonyme enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 12271069, avec son siège social situé au Third Floor, 20 Old Bailey, London, EC4M 7AN, Royaume-Uni. Teya Iceland hf est autorisée et régulée par la Financial Conduct Authority (FCA) en Islande pour fournir des services de paiement en Hongrie.

Notre boutique en ligne s'efforce d'offrir une expérience d'achat sécurisée et pratique. Par conséquent, nous avons choisi la solution de paiement de TEYA, qui protège votre vie privée grâce aux protocoles de sécurité et mesures de protection des données suivants :

- La transmission des données entre notre boutique en ligne et la page de paiement sécurisée de TEYA se fait via le protocole HTTPS, garantissant un transfert de données crypté.
- La solution de paiement de TEYA est conforme à la norme PCI DSS (Payment Card Industry Data Security Standard), la norme internationale en matière de sécurité des paiements par carte bancaire.

Virement Bancaire

Si vous préférez payer par virement bancaire, veuillez effectuer le transfert au numéro de compte suivant :

Weisson Kft.

IBAN : BE85 9671 6587 4006

Code Swift/BIC : TRWIBEB1XXX

Adresse de la Banque : Wise Europe SA., Avenue Louise 54. Room S52. 1050 Belgique

Veuillez inclure l'identifiant de la commande dans la notification !

En fonction de votre localisation, vous pouvez choisir parmi les méthodes de livraison suivantes :

- Livraison à domicile en Autriche (DPD)
- Livraison à domicile en Belgique (DPD)
- Livraison à domicile en Bulgarie (Econt Home)
- Livraison à domicile en Croatie (DPD)
- Livraison à domicile en République tchèque (Packeta)
- Livraison à domicile au Danemark (GLS)
- Livraison à domicile en Estonie (DPD)
- Livraison à domicile en France (DPD)
- Livraison à domicile en Allemagne (DHL)
- Livraison à domicile en Grèce (Geniki)
- Livraison à domicile en Irlande (DPD)
- Livraison à domicile en Italie (GLS IT)
- Livraison à domicile au Luxembourg (DPD)
- Livraison à domicile aux Pays-Bas (DPD)
- Livraison à domicile en Pologne (InPost)
- Livraison à domicile au Portugal (DPD)
- Livraison à domicile en Roumanie (Cargus)
- Livraison à domicile en Slovaquie (Packeta)
- Livraison à domicile en Slovénie (DPD SI)
- Livraison à domicile en Espagne (DPD)
- Point relais Packeta - République tchèque
- Point relais Packeta - Slovaquie
- Point relais Packeta - Pologne
- Point relais DPD - Roumanie
- Point relais DPD - Allemagne
- Point relais DPD - Italie
- Point relais DPD - Croatie
- Point relais DPD - Slovénie

Les produits disponibles dans le panier sont effectivement en stock chez Sportlampa en Hongrie. Par conséquent, les commandes reçues et payées les jours ouvrables avant 10h00 seront expédiées le jour même, et nous vous informerons par e-mail lorsque votre colis aura quitté notre entrepôt.

Votre colis sera envoyé par le service de messagerie Packeta, qui le remettra à votre partenaire de livraison local dès son arrivée dans votre pays. Ce dernier vous informera par e-mail ou SMS du délai de livraison prévu, qui est généralement de **2 à 5 jours ouvrables**. Si le colis n'arrive pas dans ce délai, veuillez nous contacter à l'adresse suivante : [**info@sportlampa.com**](mailto:info@sportlampa.com)

Délai de Réalisation

Le délai général pour l'exécution des commandes est de **30 jours maximum** à compter de la confirmation de la commande. En cas de retard de la part du vendeur, l'acheteur se réserve le droit de fixer un délai supplémentaire. Le non-respect de ce délai supplémentaire donne droit à l'acheteur de se retirer du contrat.

Les délais de livraison, qui peuvent différer du délai général, sont toujours spécifiés pour chaque mode de livraison.

Procédure pour les Colis Non Acceptés

Si l'acheteur n'accepte pas les marchandises commandées et livrées et n'informe pas le vendeur de son retrait dans le délai légal de **14 jours** sans justification, il enfreint le contrat conclu avec le vendeur, ce qui l'oblige à accepter les marchandises et ainsi à accepter l'exécution du vendeur.

Dans ce cas, le vendeur tentera de **réexpédier les marchandises** s'il peut coordonner cela avec l'acheteur, mais la réexpédition peut être soumise à des **frais de livraison**.

Si la réexpédition échoue ou ne peut pas être coordonnée avec l'acheteur parce que ce dernier refuse de coopérer, le vendeur est en droit de **résilier immédiatement le contrat** avec l'acheteur en raison de la violation du contrat et de réclamer les **frais de livraison et de retour infructueux** en tant que pénalité à l'acheteur.

Les parties conviennent que l'email utilisé par l'acheteur lors de la commande sera accepté comme moyen de communication pour la résiliation du contrat, et elles reconnaissent que la date de la notification de résiliation est la date à laquelle la lettre de résiliation devient accessible dans le compte de messagerie de l'acheteur.

Réservation des Droits, Clause de Propriété

Si vous avez précédemment commandé des produits mais ne les avez pas acceptés ou récupérés (cela ne s'applique pas si vous avez exercé votre droit de rétractation), ou si les produits ont été retournés au vendeur avec la mention "Non récupéré", le vendeur ne traitera votre commande que si vous **payez intégralement** le prix d'achat et les frais de livraison à l'avance.

Le vendeur peut retenir la livraison du produit tant qu'il n'a pas vérifié que le prix des produits a été entièrement payé (cela s'applique également si le prix des produits est payé par virement bancaire et que l'acheteur effectue le paiement dans la devise de l'État membre de l'acheteur, et que le vendeur ne reçoit pas le montant total en raison des frais de conversion et autres frais bancaires).

Si le prix du produit n'a pas été entièrement payé, le vendeur peut demander à l'acheteur de **compléter le solde** du prix d'achat.

Droit de rétractation

Informations sur le droit de rétractation des clients consommateurs

Conformément à la directive 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil, seule une personne physique agissant en dehors du cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou professionnelle est considérée comme un consommateur. Les entités juridiques ne peuvent donc pas exercer le droit de rétractation sans justification !

Le consommateur a droit à un droit de rétractation sans justification conformément à la directive 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil.

Sur la base du contrat d'achat conclu entre le consommateur et le commerçant, le consommateur peut exercer son droit de rétractation dans un délai de quatorze (14) jours calendaires. Le délai de 14 jours commence à partir du jour où le consommateur ou un tiers désigné par le consommateur (autre que le transporteur) prend possession des biens commandés. Si le contrat d'achat concerne plusieurs articles devant être livrés séparément, les quatorze (14) jours calendaires seront calculés à partir du jour de la réception du dernier article.

Les dispositions ici ne nuisent pas au droit du consommateur d'exercer son droit de rétractation tel que défini dans cette section entre le jour de la conclusion du contrat et le jour de réception des biens.

Si le consommateur a fait une offre pour la conclusion du contrat, il a le droit de retirer l'offre avant la conclusion du contrat, ce qui met fin à la nature obligatoire de l'offre.

Le consommateur peut exercer son droit de rétractation par une déclaration claire ou en utilisant le formulaire de rétractation disponible sur le site web.

Validité de la déclaration de rétractation du consommateur

Le droit de rétractation est considéré comme exercé dans le délai imparti si la déclaration de rétractation est envoyée par le consommateur dans le délai de quatorze (14) jours mentionné ci-dessus.

En cas de rétractation ou d'annulation écrite, il suffit d'envoyer la déclaration de rétractation ou d'annulation dans le délai.

Il incombe au consommateur de prouver qu'il a exercé son droit de rétractation conformément à cette disposition.

Lors de la réception de la déclaration de rétractation du consommateur, le vendeur est obligé de la confirmer par voie électronique.

Obligations du vendeur en cas de rétractation du consommateur

Obligation de remboursement du vendeur

Si le consommateur se rétracte du contrat conformément à la directive 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil, le vendeur devra rembourser l'intégralité du montant payé par le consommateur dans un délai de quatorze (14) jours à partir de la réception de la notification de rétractation, y compris les frais engagés en relation avec l'exécution, y compris les frais de livraison. Veuillez noter que cette disposition ne s'applique pas aux frais supplémentaires résultant du choix d'une méthode de livraison autre que la méthode de livraison standard la moins chère.

Méthode de remboursement

En cas de rétractation ou d'annulation conformément à la directive 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil, le vendeur devra rembourser la somme due au consommateur en utilisant la même méthode de paiement que celle utilisée par le consommateur. Avec le consentement exprès du consommateur, le vendeur peut utiliser une autre méthode de paiement pour le remboursement, mais le consommateur ne devra pas supporter de frais supplémentaires en conséquence. Le vendeur ne pourra être tenu responsable d'un retard causé par le consommateur fournissant un numéro de compte bancaire ou une adresse postale incorrecte ou inexacte.

Coûts supplémentaires

Si le consommateur choisit expressément une méthode de livraison autre que la méthode de livraison standard la moins chère, le vendeur n'est pas tenu de rembourser les coûts supplémentaires engendrés par ce choix. Dans de tels cas, notre obligation de remboursement reste limitée aux frais de livraison généraux spécifiés.

Droit de rétention

Le vendeur peut retenir la somme due au consommateur jusqu'à ce que ce dernier retourne les biens ou prouve de manière irréfutable qu'il les a retournés. La date la plus précoce des deux sera prise en compte. Les envois en contre-remboursement ou en port dû ne peuvent être acceptés.

Obligations du consommateur en cas de rétractation ou d'annulation

Retour des biens

Si le consommateur se rétracte du contrat conformément à la directive 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil, il est tenu de retourner les biens immédiatement, mais au plus tard quatorze (14) jours après la notification de rétractation, soit en les renvoyant, soit en les remettant au vendeur ou à une personne autorisée par le vendeur pour recevoir les biens. Le retour sera considéré comme effectué dans le délai si le consommateur envoie les biens avant l'expiration du délai.

Support des coûts directs liés au retour des biens

Le consommateur supporte les coûts directs du retour des biens. Les biens doivent être retournés à l'adresse convenue avec le vendeur. Veuillez noter que nous ne pouvons pas accepter les biens retournés en contre-remboursement ou en port dû.

Responsabilité du consommateur pour la dépréciation

Le consommateur est responsable de toute diminution de la valeur des biens résultant d'une manipulation excédant ce qui est nécessaire pour déterminer leur nature, leurs caractéristiques et leur fonctionnement.

Si, conformément aux règlements pertinents, le droit de rétractation ne peut pas être exercé ou ne peut l'être que sous certaines conditions, l'acheteur n'a pas le droit d'utiliser les biens à des fins d'essai.

Le vendeur informe le consommateur que les produits pour lesquels le droit de rétractation ne peut être exercé (par exemple, les produits périssables) ne sont pas vendus sur le site web.

Informations pour le consommateur

Information sur le droit de résiliation pour les acheteurs personnes physiques

Conformément à l'article 3 du paragraphe (1) de l'article 8:1 du Code civil hongrois, seules les personnes physiques agissant en dehors du cadre de leur profession, occupation ou activité commerciale sont considérées comme des consommateurs, et ainsi, les personnes morales ne peuvent exercer leur droit de rétractation sans justification.

Conformément à l'article 20 du décret gouvernemental 45/2014 (II. 26.), les consommateurs ont un droit de rétractation sans justification. Les consommateurs peuvent exercer leur droit de rétractation dans un délai spécifique, qui commence :

1. a) dans le cas de contrats de vente de produits,
2. aa) à la date où le produit est reçu,
3. ab) dans le cas de la vente de plusieurs produits, où chaque produit est livré à des moments différents, le délai commence à partir de la réception du dernier produit par le consommateur ou une autre personne désignée par le consommateur (autre que le transporteur), et ce délai est de 14 jours.

Le délai de rétractation prévu par le décret gouvernemental 45/2014 (II. 26.) est de 14 jours, et un délai supplémentaire pour la rétractation est volontairement pris en charge par le vendeur dans ces CGV, en complément du délai prescrit par la loi. Les dispositions de cette section ne portent pas atteinte au droit du consommateur d'exercer son droit de rétractation dans le délai mentionné ci-dessus, ainsi qu'entre le jour de la conclusion du contrat et le jour de la réception du produit.

Si l'offre de conclusion de contrat a été faite par le consommateur, ce dernier a le droit de se rétracter de l'offre, ce qui met fin à la période contraignante de l'offre pour la conclusion du contrat.

Si le vendeur n'a pas informé le consommateur du délai et des autres conditions d'exercice du droit de rétractation (en particulier celles contenues dans l'article 22 du décret gouvernemental), ainsi que de la déclaration-type selon l'annexe 2, le délai de rétractation mentionné ci-dessus sera prolongé de 12 mois. Si le vendeur a fourni des informations concernant l'exercice du droit de rétractation dans les 12 mois suivant l'expiration du délai de rétractation, la période de rétractation ou d'annulation expire au 14e jour suivant la communication de cette information.

Déclaration de rétractation, exercice du droit de rétractation ou d'annulation par le consommateur

Le consommateur peut exercer son droit en vertu de l'article 20 du décret gouvernemental 45/2014 (II. 26.) par une déclaration claire à cet égard ou en utilisant la déclaration-type qui peut également être téléchargée sur le site web.

Validité de la déclaration de rétractation du consommateur

Le droit de rétractation est considéré comme exercé dans les délais si la déclaration est envoyée par le consommateur dans le délai imparti. Le délai est de 14 jours. En cas de rétractation ou d'annulation par écrit, il suffit d'envoyer la déclaration dans les 14 jours. Le vendeur est tenu de confirmer la déclaration de rétractation du consommateur par un moyen électronique après sa réception.

Obligations du vendeur en cas de rétractation du consommateur

Obligation de remboursement du vendeur

Si, conformément à l'article 22 du décret gouvernemental 45/2014 (II. 26.), le consommateur se rétracte du contrat, le vendeur doit rembourser la totalité du montant payé par le consommateur, y compris les frais engagés dans le cadre de la prestation, tels que les frais de livraison. Cette disposition ne s'applique pas aux coûts supplémentaires engagés à la suite du choix d'une méthode de livraison autre que la méthode standard la moins chère.

Mode de remboursement de l'obligation du vendeur

En cas de rétractation ou d'annulation exercée conformément à l'article 22 du décret gouvernemental 45/2014 (II. 26.), le vendeur rembourse le montant dû au consommateur en utilisant le même moyen de paiement que celui utilisé par le consommateur. Avec le consentement exprès du consommateur, le vendeur peut utiliser un autre moyen de paiement pour le remboursement, mais le consommateur ne doit pas supporter de frais supplémentaires. Le vendeur ne sera pas responsable d'un retard causé par l'indication incorrecte ou inexacte du numéro de compte bancaire ou de l'adresse postale par le consommateur.

Coûts supplémentaires

Si le consommateur a expressément choisi une méthode de livraison autre que la méthode standard la moins chère, le vendeur ne sera pas obligé de rembourser les coûts supplémentaires découlant de ce choix. Dans de tels cas, notre obligation de remboursement ne comprendra que les frais de livraison standard indiqués.

Droit de retenir la prestation

Le vendeur peut retenir le montant dû au consommateur jusqu'à ce que le consommateur ait retourné le produit ou prouvé de manière irréfutable qu'il l'a retourné ; la première de ces deux dates sera prise en compte. Nous ne pouvons pas accepter les envois en contre-remboursement ou en port dû.

Obligations du consommateur en cas de rétractation ou d'annulation

Retour du produit

Si, conformément à l'article 22 du décret gouvernemental 45/2014 (II. 26.), le consommateur se rétracte du contrat, il est obligé de retourner le produit ou de le remettre au vendeur ou à la personne désignée par le vendeur pour accepter les produits, sans délai et au plus tard dans les quatorze jours suivant l'avis de rétractation. L'obligation de retour est considérée comme remplie dans les délais si le consommateur expédie le produit avant l'expiration du délai.

Support des frais directs liés au retour du produit

Les frais directs de retour du produit sont à la charge du consommateur. Le produit doit être envoyé à l'adresse du vendeur. Si le vendeur vend également les biens sur place et que le consommateur exerce son droit de rétractation en personne, il est autorisé à retourner les biens au même endroit. Si, après le début de l'exécution, le consommateur résilie le contrat pour la fourniture de services conclus hors des locaux ou comme contrat à distance, il est obligé de payer à l'entreprise une somme proportionnelle aux services exécutés jusqu'à la date de la notification de la résiliation. Cette somme proportionnelle à payer par le consommateur est déterminée en fonction du montant total de la prestation indiquée dans le contrat, en ajoutant les taxes applicables. Si le consommateur prouve que le montant total déterminé de cette manière est excessivement élevé, le montant proportionnel sera calculé en fonction de la valeur marchande des services rendus jusqu'à la date de résiliation du contrat. Nous ne pouvons pas accepter les envois en contre-remboursement ou en port dû.

Responsabilité du consommateur pour la dépréciation

Le consommateur est responsable de la dépréciation résultant d'une utilisation excessive par rapport à celle nécessaire pour déterminer la nature, les propriétés et le fonctionnement du produit.

Les cas où le droit de rétractation ne peut être exercé

Le vendeur indique expressément que le droit de rétractation ne peut pas être exercé dans les cas listés à l'article 29, paragraphe (1) du décret gouvernemental 45/2014 (II.26.) :

- après l'exécution complète du service, mais si une obligation de paiement est établie par le contrat pour le consommateur, cette exception ne peut être invoquée que si, avant le début de l'exécution, le consommateur a expressément donné son consentement et a reconnu qu'il perdra son droit de rétractation dès que le contrat sera exécuté en totalité par l'entreprise ;
- pour les produits ou services dont le prix ou la redevance dépend de la fluctuation du marché financier, qui ne peut être influencée par l'entreprise et qui peut se produire même pendant le délai de rétractation ;
- pour les produits non fabriqués en série qui ont été produits sur la base des instructions et de la demande expresse du consommateur, ou pour les produits qui sont clairement personnalisés pour le consommateur ;
- pour les produits périssables ou ceux à durée de vie courte ;
- pour les produits dont l'emballage est scellé, et qui ne peuvent être retournés une fois ouverts pour des raisons de protection sanitaire ou hygiénique ;

- pour les produits qui, en raison de leur nature, sont inseparablement mélangés avec d'autres produits après la livraison ;
- pour les boissons alcoolisées dont la valeur réelle dépend de la fluctuation du marché financier, et dont le prix a été convenu par les parties au moment de la conclusion du contrat, mais le contrat ne sera exécuté qu'après le trentième jour de la conclusion du contrat ;
- pour les contrats de services où l'entreprise contacte le consommateur à la demande expresse du consommateur afin d'effectuer des travaux urgents de réparation ou de maintenance ;
- pour les ventes et achats d'enregistrements audio et vidéo en emballage scellé, ou de copies de logiciels informatiques, si le consommateur a ouvert l'emballage après la livraison ;
- pour les journaux, magazines et périodiques, à l'exception des contrats d'abonnement ;
- pour les contrats conclus lors d'enchères publiques ;
- à l'exception des services d'hébergement, pour les contrats de fourniture d'hébergement, de transport, de location de voitures, de services de restauration ou pour des services liés à des activités de loisirs, si un délai ou une date limite a été fixé pour l'exécution dans le contrat ;
- pour les contrats concernant des contenus numériques fournis sur un support non physique, si l'entreprise a commencé son exécution avec le consentement exprès préalable du consommateur, et si le consommateur a, au moment de ce consentement, reconnu qu'il perdrait son droit de rétractation dès le début de l'exécution, et l'entreprise a envoyé une confirmation au consommateur.

Informations sur la responsabilité du produit et la garantie de conformité des produits dans le cadre des contrats de consommation

Cette section des informations à l'attention des consommateurs est rédigée en vertu du paragraphe (3) de l'article 9 du décret gouvernemental 45/2014 (II.26.) et de l'annexe n° 3.

Applicabilité :

Ces informations s'appliquent uniquement aux acheteurs qui sont des consommateurs. Des règles distinctes s'appliquent aux acheteurs non-consommateurs.

Exigence de performance contractuelle pour les produits dans les contrats de consommation

Au moment de l'exécution, les produits et leur performance doivent répondre aux exigences prévues dans le décret gouvernemental 373/2021 (VI.30.).

Pour qu'une prestation soit conforme au contrat, le produit servant d'objet du contrat doit :

- correspondre à la description, la quantité, la qualité et le type stipulés dans le contrat, ainsi qu'aux fonctionnalités, compatibilité, interopérabilité, et autres caractéristiques définies dans le contrat ;
- être adapté à tout usage spécifié par le consommateur, qui a été porté à l'attention du vendeur au plus tard au moment de la conclusion du contrat, et accepté par le vendeur ;
- disposer de tous les accessoires et manuels d'utilisation spécifiés dans le contrat, y compris les instructions pour la mise en service, l'installation et le support client ;
- fournir les mises à jour prévues dans le contrat.

Pour que l'exécution soit conforme au contrat, le produit servant d'objet du contrat doit également :

- être adapté aux usages prévus pour des produits de même type, selon les lois, les normes techniques ou, en l'absence de normes techniques, le code de conduite applicable ;
- répondre aux attentes raisonnables du consommateur en termes de quantité, qualité, performance et autres caractéristiques, notamment en ce qui concerne la fonctionnalité, la compatibilité, l'accessibilité, la continuité et la sécurité, comme il est habituel pour des produits de même type, en tenant compte des déclarations publiques, notamment celles faites dans la publicité ou sur l'étiquette, par le vendeur, son représentant ou toute autre personne impliquée dans la chaîne de vente concernant les caractéristiques spécifiques des produits ;
- disposer de tous les accessoires et instructions que le consommateur peut raisonnablement attendre, y compris l'emballage et les instructions d'installation ;
- respecter les caractéristiques et la description du produit présentées comme un échantillon ou un modèle, ou mises à disposition sous forme d'une version d'essai par l'entreprise avant la conclusion du contrat.

Le produit ne doit pas nécessairement respecter ces déclarations publiques si le vendeur prouve que :

- il n'en avait pas connaissance et n'avait pas à en avoir connaissance ;
- la déclaration publique concernée a été corrigée de manière appropriée avant la conclusion du contrat ;
- la déclaration publique concernée n'a pas pu affecter la décision du consommateur de conclure le contrat.

Exigence de performance contractuelle en cas de vente de produits sous un contrat de consommation

La prestation du vendeur est défectueuse si le défaut du produit résulte d'une mise en service non professionnelle, à condition que :

1. a) la mise en service fasse partie du contrat de vente et soit effectuée par le vendeur ou que le vendeur en assume la responsabilité ; ou
2. b) la mise en service ait dû être effectuée par le consommateur, et la mise en service non professionnelle résulte des insuffisances des instructions de mise en service fournies par le vendeur ou, dans le cas de produits contenant des éléments numériques, par le fournisseur de contenu numérique ou de services numériques.

Si, conformément au contrat de vente, la mise en service du produit est effectuée par le vendeur ou que le vendeur en assume la responsabilité, l'exécution est considérée comme terminée par le vendeur dès la fin de la mise en service.

Si, dans le cas d'un produit contenant des éléments numériques, le contrat de vente prévoit que le contenu numérique ou les services numériques soient fournis de manière continue pour une période déterminée, le vendeur est responsable du défaut du produit lié au contenu numérique si le défaut survient ou devient détectable dans les deux ans suivant la livraison du produit, dans le cadre d'un service continu fourni pour une période ne dépassant pas deux ans.

Exigences de performance contractuelle pour les produits contenant des éléments numériques dans un contrat de consommation

Dans le cas des produits contenant des éléments numériques, le vendeur doit veiller à ce que le consommateur soit informé et reçoive les mises à jour concernant le contenu numérique du produit ou le service numérique qui y est lié, y compris les mises à jour de sécurité, lorsque ces mises à jour sont nécessaires au maintien de la nature contractuelle du produit.

Le vendeur doit garantir la disponibilité des mises à jour pendant une période :

- qui peut être raisonnablement attendue par le consommateur en fonction du type et de l'objectif du produit et des éléments numériques, ainsi que des circonstances particulières et de la nature du contrat si le contrat de vente prévoit une fourniture unique de contenu numérique ou de service numérique ; ou
- de deux ans après la livraison du produit, dans le cas d'un service continu pour une période ne dépassant pas deux ans, si le contrat de vente prévoit la fourniture continue du contenu numérique pour une période déterminée.

Si le consommateur, dans un délai raisonnable, ne parvient pas à installer les mises à jour fournies, le vendeur ne sera pas responsable du défaut du produit, à condition que le défaut résulte exclusivement du manque de la mise à jour concernée, et sous

réserve que :

1. a) le vendeur ait informé le consommateur de la disponibilité de la mise à jour et des conséquences du défaut d'installation de celle-ci ; et
2. b) le défaut d'installation de la mise à jour ou l'installation défectueuse de celle-ci par le consommateur ne soit pas imputable à des lacunes dans les instructions d'installation fournies par le vendeur.

Aucune performance défectueuse ne peut être établie si le consommateur a reçu, lors de la conclusion du contrat, des informations distinctes selon lesquelles une caractéristique particulière du produit diffère des caractéristiques prescrites ici, et que cette différence a été expressément reconnue par le consommateur lors de la conclusion du contrat.

Garantie implicite

Dans quels cas pouvez-vous exercer vos droits en vertu de la garantie implicite ?

En cas de non-conformité de la prestation par le Vendeur, vous pouvez exercer une réclamation en vertu de la garantie implicite conformément aux dispositions du Code civil hongrois et, en ce qui concerne un contrat de consommation, du Décret gouvernemental 373/2021 (VI.30.).

Quels droits avez-vous sur la base de votre réclamation de garantie implicite ?

Selon votre choix, vous pouvez exercer les réclamations suivantes :

Vous pouvez demander soit la réparation, soit le remplacement, sauf si la conformité à ce droit de garantie est impossible ou entraînerait des dépenses disproportionnées de la part du Vendeur par rapport à la réparation alternative. Si vous n'avez pas demandé ou n'avez pas pu demander la réparation ou le remplacement, vous pouvez demander une réduction du prix proportionnelle, ou, en dernier recours, vous pouvez annuler le contrat.

Vous avez le droit de passer du droit de garantie que vous avez sélectionné à un autre, mais vous devrez couvrir le coût de la modification, à moins que cela ne soit justifié ou rendu nécessaire par la conduite du Vendeur.

Dans le cadre d'un contrat de consommation, en l'absence de preuve du contraire, tout défaut détecté dans l'année suivant la livraison du produit ou du produit contenant des éléments numériques sera présumé exister au moment de la livraison, à moins que cette présomption ne soit incompatible avec la nature du produit ou du défaut.

Dans le cas de produits d'occasion, les droits de garantie et de garantie dérogent aux règles générales. Une non-conformité peut également se produire dans le cas de produits d'occasion, mais les circonstances sur lesquelles le consommateur pourrait s'attendre à l'apparition de certains défauts doivent être prises en compte. En raison de l'obsolescence, certains défauts deviennent de plus en plus fréquents et, par conséquent, il ne peut être attendu qu'un produit d'occasion ait la même qualité qu'un produit acheté neuf. Par conséquent, l'Acheteur peut exercer ses droits de garantie uniquement en ce qui concerne les défauts autres que ceux résultant de la nature d'occasion du produit et qui surviennent indépendamment de cette nature. Si le produit d'occasion est défectueux et que l'Acheteur, qualifié de consommateur, a été informé de ce défaut lors de l'achat, le Prestataire ne sera pas responsable du défaut.

Le Vendeur peut refuser de mettre le produit en conformité avec le contrat si la réparation ou le remplacement serait impossible ou entraînerait des dépenses disproportionnées de la part du Vendeur, en tenant compte de toutes les circonstances, y compris la valeur que représenterait le produit en parfait état et la gravité de la violation du contrat.

Le consommateur, en fonction de la gravité de la violation du contrat, peut demander une réduction proportionnelle du prix ou même résilier le contrat de vente si :

- le Vendeur n'a pas effectué la réparation ou le remplacement, ou si la réparation ou le remplacement a échoué en tout ou en partie à satisfaire aux conditions suivantes :

- o le Vendeur doit reprendre le produit remplacé à ses frais

- o si la réparation ou le remplacement nécessite le retrait d'un produit qui, conformément à la nature et à l'objectif du produit, a été mis en service avant que le défaut ne devienne détectable, l'obligation de procéder à la réparation ou au remplacement doit inclure le retrait du produit non conforme et la mise en service du produit remplacé ou réparé, ou la prise en charge des frais de retrait et de mise en service de ce produit.

- o le Vendeur a refusé de mettre le produit en conformité avec le contrat

- o un défaut récurrent apparaît dans la prestation, malgré le fait que le Vendeur ait tenté de mettre le produit en conformité avec le contrat, la gravité de la violation est telle qu'elle justifie une réduction immédiate du prix ou la résiliation immédiate du contrat de vente, ou

- o le Vendeur n'a pas entrepris de mettre le produit en conformité avec le contrat, ou il est évident que l'entreprise ne mettra pas le produit en conformité avec le contrat dans un délai raisonnable ou sans dommage important pour les intérêts du consommateur.

Si le consommateur souhaite résilier le contrat de vente en raison de la non-conformité de la prestation, la charge de la preuve de la nature insignifiante du défaut repose sur le Vendeur.

Le Consommateur a le droit de retirer le reste du prix d'achat en totalité ou en partie, en fonction de la gravité de la violation du contrat, jusqu'à ce que le Vendeur remplisse son obligation liée à la conformité de la prestation avec le contrat et la non-conformité de la prestation.

En règle générale :

- Le Vendeur doit reprendre le produit remplacé à ses frais

- Si la réparation ou le remplacement nécessite le retrait d'un produit qui, conformément à la nature et à l'objectif du produit, a été mis en service avant que le défaut ne devienne détectable, l'obligation de procéder à la réparation ou au remplacement doit inclure le retrait du produit non conforme et la mise en service du produit remplacé ou réparé, ou la prise en charge des frais de retrait et de mise en service.

Le délai raisonnable pour réparer ou remplacer le produit sera calculé à partir du moment où le Consommateur a notifié le défaut à l'entreprise.

Le consommateur doit mettre le produit à la disposition de l'entreprise afin qu'elle puisse procéder à la réparation ou au remplacement.

La réduction du prix est considérée comme proportionnelle si son montant est égal à la différence entre la valeur du produit que le Consommateur aurait reçue si la prestation du Vendeur avait été conforme au contrat et la valeur du produit effectivement reçu par le Consommateur.

Le droit de garantie implicite du Consommateur de résilier le contrat de vente peut être exercé par une déclaration légale adressée au Vendeur exprimant la décision de résiliation.

Si la non-conformité concerne seulement une certaine partie du produit livré en vertu du contrat, et que les conditions d'exercice du droit de résiliation du contrat sont remplies à l'égard de cette partie, le Consommateur peut résilier le contrat de vente uniquement pour le produit défectueux, mais il peut également résilier le contrat de vente pour tout autre produit acquis avec le produit défectueux si il ne peut raisonnablement être attendu du Consommateur qu'il garde uniquement les produits conformes au contrat.

Si le Consommateur résilie le contrat de vente en totalité ou pour une partie des produits livrés dans le cadre du contrat de vente :

- Le Consommateur doit retourner le produit concerné au Vendeur à ses frais, et

- Le Vendeur doit immédiatement rembourser au Consommateur le prix d'achat payé pour le produit concerné, dès que le Vendeur reçoit le produit ou une preuve du retour du produit.

Dans quel délai pouvez-vous exercer votre réclamation de garantie implicite ?

Vous êtes obligé de signaler le défaut dès qu'il est détecté. Un défaut signalé dans les deux mois suivant sa détection sera considéré comme signalé sans délai. Cependant, veuillez noter qu'aucune réclamation de garantie implicite ne peut être exercée au-delà du délai de prescription de deux ans à compter de la réalisation du contrat. Le délai de prescription n'inclut pas la durée de la réparation pendant laquelle l'Acheteur ne peut pas utiliser le Produit conformément à son objectif prévu. En ce qui concerne la partie du produit qui a été réparée ou remplacée, le délai de prescription pour les réclamations de garantie implicite recommencera. Cette règle s'applique également lorsque, en raison de la réparation, un autre défaut survient. Si l'objet du contrat entre un consommateur et un commerçant est un produit d'occasion, les parties peuvent convenir d'un délai de prescription plus court, cependant, aucun délai de prescription inférieur à un an ne peut être stipulé valablement dans tous les cas.

Contre qui pouvez-vous exercer vos réclamations de garantie implicite ?

Vous pouvez exercer votre réclamation de garantie implicite contre le Vendeur.

Quelles autres conditions y a-t-il pour exercer votre réclamation de garantie implicite ?

Pour exercer votre réclamation de garantie implicite dans l'année suivant la réalisation de la prestation, il n'y a aucune condition autre que de signaler le défaut, à condition que vous prouviez que le produit a été fourni par le Vendeur. Cependant, après l'expiration du délai d'un an à compter de la prestation, vous êtes obligé de prouver que le défaut que vous avez détecté existait déjà au moment de la prestation

Responsabilité du produit

Dans quels cas pouvez-vous exercer vos droits en matière de responsabilité du produit ?

En cas de défaut d'un bien tangible (produit), vous pouvez choisir d'exercer vos droits en vertu de la garantie implicite ou de la responsabilité du produit.

Quels droits avez-vous en vertu de votre réclamation de responsabilité du produit ?

En vertu de la responsabilité du produit, vous ne pouvez demander que la réparation ou le remplacement du produit défectueux.

Dans quels cas le produit est-il considéré comme défectueux ?

Un produit est considéré comme défectueux s'il ne répond pas aux exigences de qualité en vigueur au moment de sa mise sur le marché ou s'il ne possède pas les caractéristiques indiquées dans la description fournie par le fabricant.

Dans quel délai pouvez-vous exercer votre réclamation de responsabilité du produit ?

Vous pouvez exercer votre réclamation de responsabilité du produit dans les deux ans suivant la mise sur le marché du produit par le fabricant. Après l'expiration de ce délai, vous perdez le droit d'exercer une réclamation de responsabilité du produit.

Contre qui et sous quelles autres conditions pouvez-vous exercer votre réclamation de responsabilité du produit ?

Vous ne pouvez exercer votre réclamation de responsabilité du produit que contre le fabricant ou le distributeur d'un bien tangible. Lors de l'exercice d'une réclamation de responsabilité du produit, vous devrez prouver le défaut du produit.

Dans quels cas le fabricant (distributeur) est-il exempté de son obligation de responsabilité du produit ?

Le fabricant (distributeur) sera exempté de son obligation de responsabilité du produit s'il peut prouver que :

- le produit n'a pas été fabriqué par lui ou qu'il ne l'a pas mis sur le marché dans le cadre de ses activités commerciales, ou
- à l'état des connaissances techniques, le défaut n'était pas détectable au moment de la mise sur le marché du produit, ou
- le défaut du produit résulte de l'application de lois ou de règlements prescrits par les autorités.

Le fabricant (distributeur) n'a à prouver qu'une seule de ces causes.

Veuillez noter que vous ne pouvez pas exercer simultanément une réclamation de garantie implicite et une réclamation de responsabilité du produit pour le même défaut. Toutefois, si vous avez réussi à faire valoir une réclamation de garantie implicite, vous pouvez exercer votre réclamation de responsabilité du produit contre le fabricant pour le produit remplacé ou ses parties réparées.

Garantie

Dans quels cas pouvez-vous exercer vos droits de garantie ?

Conformément au décret gouvernemental 151/2003 (IX.22.) sur la garantie obligatoire pour certains biens durables, le vendeur a une obligation de garantie concernant la vente de nouveaux biens durables énumérés dans le décret, ainsi que leurs accessoires et composants dans le cadre spécifié (ci-après, dans cette section, appelés ensemble biens de consommation).

Les droits découlant de la garantie peuvent être exercés avec un certificat de garantie, qui ne peut être conditionné par un retour de l'emballage ouvert d'un produit de consommation par le consommateur. Si le certificat de garantie n'est pas fourni au consommateur, le contrat est prouvé par le reçu de paiement - concernant la facture ou le reçu de la taxe de vente émis par la loi - présenté par le consommateur. Dans ce cas, les droits découlant de la garantie peuvent être exercés avec un reçu confirmant le paiement.

Quels droits avez-vous en vertu de la garantie obligatoire et dans quel délai pouvez-vous exercer ces droits ?

Droits de garantie

En vertu des droits de garantie, l'acheteur peut demander une réparation ou un remplacement, demander une réduction de prix dans les cas prévus par la loi, ou, en dernier recours, annuler le contrat si le débiteur n'a pas entrepris la réparation ou le remplacement, ou si ces obligations n'ont pas été remplies dans un délai approprié, tenant compte des intérêts du titulaire des droits. L'acheteur, selon son choix, peut exercer sa réclamation de réparation directement au siège social du vendeur, à tout autre lieu d'affaires ou à l'atelier de réparation spécifié dans le certificat de garantie.

Délai pour l'exercice de la réclamation

Les réclamations de garantie peuvent être exercées pendant la période de garantie, conformément au décret gouvernemental 151/2003 (IX. 22.), qui est la suivante :

- deux ans pour les biens dont le prix d'achat atteint 10 000 HUF mais ne dépasse pas 250 000 HUF,
- trois ans pour les biens dont le prix d'achat dépasse 250 000 HUF mais ne dépasse pas 250 000 HUF.

Règles de gestion des réclamations de garantie

Lors de l'organisation de la réparation, le vendeur doit s'efforcer d'effectuer la réparation dans les 15 jours. Si la durée de la réparation ou du remplacement dépasse quinze jours, le vendeur doit informer l'acheteur de la durée estimée de la réparation ou du remplacement.

Si, lors de la première réparation des biens de consommation pendant la période de garantie, le vendeur établit que les biens de consommation ne peuvent pas être réparés, il est tenu de remplacer les biens de consommation dans les huit jours, sauf indication contraire de l'acheteur.

Exceptions à la garantie

Les dispositions ci-dessus concernant la gestion des réclamations de garantie ne couvrent pas les vélos électriques, scooters électriques, quads, motos, cyclomoteurs, voitures, caravanes, camping-cars, camping-cars avec remorque, remorques et bateaux à moteur. Toutefois, pour ces produits également, le vendeur doit s'efforcer de satisfaire la demande de réparation dans les 15 jours.

Quel est le lien entre la garantie et d'autres droits de garantie ?

Les droits de garantie existent en complément des droits de garantie (responsabilité du produit et garantie implicite). Cependant, une différence fondamentale entre les droits de garantie généraux et la garantie est que la charge de la preuve est plus favorable pour le consommateur en ce qui concerne la garantie.

Réclamation pour remplacement dans un délai de trois jours ouvrables

La réclamation pour remplacement dans un délai de trois jours ouvrables s'applique également en cas d'achats dans des boutiques en

ligne. Une réclamation pour remplacement dans un délai de trois jours ouvrables peut être exercée pour les nouveaux biens de consommation en vertu du décret gouvernemental 151/2003 (IX. 22.).

Dans quels cas le vendeur est-il exempté de son obligation de garantie ?

Le vendeur sera exempté de son obligation de garantie s'il prouve que la cause de l'effet est survenue après la performance.

Nous attirons votre attention sur le fait que vous pouvez exercer une réclamation de garantie accessoire et de garantie, ainsi qu'une réclamation de responsabilité du produit et de garantie en même temps, parallèlement, pour le même défaut. Toutefois, si vous avez une fois exercé avec succès votre réclamation pour un défaut spécifique (par exemple, l'entreprise a remplacé le produit), vous ne pouvez plus faire une réclamation pour la même erreur sur d'autres bases légales.

Ventes transfrontalières

Le vendeur ne fait pas de distinction entre les acheteurs qui effectuent un achat via le site Web sur le territoire de la Hongrie et ceux en dehors du territoire de la Hongrie mais au sein de l'Union européenne. Sauf indication contraire dans ces termes et conditions, le vendeur garantit la livraison/retrait des produits commandés sur le territoire de la Hongrie ainsi que dans d'autres États membres de l'Union européenne.

Les dispositions de ces termes et conditions s'appliquent également aux achats en dehors de la Hongrie, où, aux fins de cette section, le "client" désigne un consommateur qui est citoyen ou résident d'un État membre ou une entreprise établie dans un État membre, et qui achète des produits ou services au sein de l'Union européenne exclusivement pour un usage final. Le "consommateur" désigne une personne physique agissant en dehors de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou professionnelle.

Les langues principales pour la communication et l'achat sont le hongrois et l'anglais. Le vendeur n'est pas obligé de communiquer avec l'acheteur dans la langue nationale de l'acheteur mais utilisera, dans la mesure du possible, la langue de l'acheteur lors de la communication.

Le vendeur n'est pas obligé de se conformer aux exigences non contractuelles, telles que l'étiquetage ou les exigences spécifiques à l'industrie prescrites par la législation nationale de l'État membre de l'acheteur concernant les produits concernés ou d'informer l'acheteur de ces exigences.

Lors de l'achat auprès du vendeur, le taux de TVA applicable est déterminé en fonction du taux de TVA en vigueur dans le pays correspondant à l'adresse de facturation de l'acheteur.

L'acheteur peut exercer ses recours selon ces termes et conditions.

Si une solution de paiement électronique est utilisée, le paiement sera effectué dans la devise spécifiée par le vendeur.

Le vendeur peut retenir la livraison du produit tant qu'il n'est pas assuré que le prix des produits et les frais de livraison ont été entièrement et correctement payés via la solution de paiement électronique (y compris le cas où le prix des produits est payé par virement bancaire et l'acheteur transfère le prix d'achat (frais de livraison) dans la devise de l'État membre de l'acheteur, et que le vendeur ne reçoit pas le montant total du prix d'achat et des frais de livraison en raison des frais de conversion et d'autres frais bancaires). Si le prix du produit n'a pas été entièrement payé, le vendeur peut demander à l'acheteur de compléter le prix d'achat.

Pour garantir la livraison du produit, le vendeur propose aux acheteurs non hongrois les mêmes options de livraison que celles proposées aux acheteurs hongrois.

Si, selon les termes et conditions, l'acheteur a la possibilité de demander la livraison du produit sur le territoire de la Hongrie ou dans un autre État membre de l'UE, les acheteurs non hongrois peuvent également choisir toute méthode de livraison spécifiée dans les termes et conditions.

Si l'acheteur peut choisir l'option de retrait selon les termes et conditions pour récupérer le produit, les acheteurs non hongrois peuvent également choisir cette option.

Dans le cas contraire, l'acheteur peut organiser le transport du produit à ses propres frais. Les acheteurs hongrois ne peuvent pas choisir cette option.

Le vendeur exécutera la commande après le paiement des frais de livraison, et si l'acheteur ne paie pas les frais de livraison au vendeur ou si l'acheteur ne organise pas le transport du produit lui-même avant une date spécifiée, le vendeur résiliera le contrat et remboursera le prix d'achat prépayé à l'acheteur.

Droits d'auteur

Conformément au paragraphe (1) de l'Article 1 de la Loi n° LXXVI de 1999 sur le droit d'auteur (ci-après : Loi sur le droit d'auteur), le site web est considéré comme une œuvre protégée par le droit d'auteur, et donc toutes ses parties sont protégées par ce droit. Conformément au paragraphe (1) de l'Article 16 de la Loi sur le droit d'auteur, l'utilisation non autorisée des graphiques, des solutions logicielles, des programmes informatiques du site web, ou l'utilisation d'une application permettant de modifier le site web ou toute partie de celui-ci est interdite. Tout matériel provenant du site web et de sa base de données ne peut être utilisé, même avec le consentement écrit du titulaire des droits, qu'en faisant référence au site web et en indiquant la source. Le titulaire des droits est : Weisson Kft.